

Action syndicale et action politique

LES grèves actuelles, les plus puissantes que nous ayons connues depuis 1953 présentent un aspect paradoxal qu'il n'est pas inutile d'examiner de plus près : elles mettent en question l'autorité de l'Etat, mais en même temps la plupart des participants, grévistes et syndicalistes, les veulent non « politisées » et purement « syndicales ». Il apparaît donc qu'il y a une assez grande distance entre la signification objective des grèves, telle qu'elle est perçue en particulier par le Pouvoir, et la signification subjective que lui donnent les grévistes et les dirigeants syndicaux.

Peut-on cependant se contenter de cette constatation et en tirer la conclusion qu'à l'heure actuelle le niveau de conscience des milieux ouvriers ne permet pas de dépasser le stade de la lutte revendicative sur des objectifs purement quantitatifs ?

Nous ne le croyons pas, car sous le nom de « politisation », les grévistes ne condamnent pas a priori l'action politique, mais une certaine forme d'action politique. Ils craignent surtout de voir une organisation politique ou une autre utiliser la grève à son profit exclusif pour des objectifs qui ne correspondent pas à leurs aspirations et aux problèmes qu'ils posent eux-mêmes à partir de leur vie quotidienne et de leurs conditions de travail. En ce sens, pour les mineurs par exemple, rejeter la « politisation » veut dire qu'ils veulent conserver le contrôle collectif de leur lutte.

Il serait par contre absurde de prétendre que cette attitude de réserve à l'égard des partis politiques se réclamant du socialisme, largement due à leurs erreurs, à leurs fautes passées, implique la même méfiance pour la formation d'objectifs à portée politique. En fait, les mineurs, par l'intermédiaire de leurs comités de grève, ont à plusieurs reprises mis en avant des objectifs qui visaient les structures économiques et sociales actuelles (structure et fonctionnement des industries nationalisées, politique économique et sociale du gouvernement, force de frappe, IV^e Plan, etc.).

En outre, comme cela est apparu dans la grande majorité des meetings de grévistes qui se sont tenus depuis le début du mois de mars, les mineurs ont très clairement vu qu'ils s'attaquaient au Pouvoir fort et centralisé des classes dominantes, ainsi qu'à son chef : de Gaulle.

Il ne faut d'ailleurs pas s'en étonner, car l'action revendicative la plus élémentaire à propos des

salaires contient la possibilité de son dépassement vers des objectifs plus avancés. En refusant la politique salariale du patronat ou du gouvernement, les travailleurs mettent en cause le salariat lui-même, c'est-à-dire l'exploitation capitaliste. C'est dire que tout approfondissement d'une action revendicative débouche sur des luttes qui ne posent pas seulement des problèmes quantitatifs (niveau de salaire) mais aussi sur des problèmes qualitatifs (question du pouvoir à l'échelon de l'entreprise et à l'échelon global, moyens structurels pour assurer une satisfaction réelle et durable des revendications élémentaires, etc.).

Ne voudrait-on pas voir ce problème, que le gouvernement par ses interventions pour imposer une sorte de corset de fer aux mouvements revendicatifs (par un contrôle des augmentations de salaires) le rappellerait rapidement !

Il serait par conséquent tout à fait faux de se laisser prendre aux différents refrains sur la « dépolitisation » des masses : celles-ci ne rejettent pas la politique en général, mais une certaine forme de « politique » qu'on veut leur imposer du dehors. Mais bien évidemment il faut concevoir la mise en avant de mots d'ordre et d'objectifs politiques comme un moyen qui permet de faire progresser la conscience politique autonome des travailleurs et non comme un moyen a priori de déborder et de mettre en difficulté des concurrents.

Lorsque le P.S.U. formule le thème de la généralisation et de la coordination des luttes, ce n'est pas pour dénoncer la S.F.I.O. ou le P.C.F. ou les organisations syndicales, c'est pour donner au mouvement spontané des travailleurs plus de force et de cohésion. C'est aux travailleurs eux-mêmes et dans l'action qu'il revient de porter un jugement sur les organisations qui veulent les représenter.

La politique de front socialiste qui préconise l'union de la base au sommet des différentes organisations se réclamant des travailleurs dans la plus totale liberté de discussion et de confrontation, sans hégémonie prédéterminée d'un parti ou d'un syndicat, cherche précisément à faire face à ces exigences de la situation. C'est en donnant aux masses populaires, à travers toutes les possibilités d'expression qu'elles ont, la possibilité d'expérimenter et de contrôler les formes et les objectifs des luttes que se fera la « repolitisation » socialiste et que la question du pouvoir se posera ouvertement et aux yeux de tous.

J.M. Vincent.